



Assemblée générale

Distr. générale
17 août 2017
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 115 d) de l'ordre du jour provisoire*

**Élections aux sièges devenus vacants dans les organes
subsidiaires et autres élections : élection de quinze membres
du Conseil des droits de l'homme**

Note verbale datée du 16 août 2017, adressée au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président de l'Assemblée générale et, se référant à la candidature du Népal au Conseil des droits de l'homme pour la période 2018-2020, a l'honneur de lui faire tenir ci-joint une déclaration détaillant les contributions versées et les engagements pris volontairement par le Népal, en application de la résolution 60/251 de l'Assemblée générale (voir annexe).

La Mission permanente du Népal saurait gré au Président de l'Assemblée générale de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note verbale et de son annexe comme document de l'Assemblée générale.

* A/72/150.



**Annexe à la note verbale datée du 16 août 2017 adressée
au Président de l'Assemblée générale par la Mission permanente
du Népal auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Candidature du Népal au Conseil des droits de l'homme
pour la période 2018-2020**

**Engagements pris volontairement en application de la résolution 60/251
de l'Assemblée générale**

1. Historique

1. Le Népal a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies pour la période 2018-2020, dans le cadre de l'élection qui se tiendra en 2017 à New York pendant la soixante-douzième session de l'Assemblée générale.
2. Le Népal demeure pleinement attaché à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et a adopté une vaste gamme de mesures législatives, institutionnelles, politiques et administratives pour remplir ses obligations nationales et internationales en matière de droits de l'homme.
3. Le Népal croit en des droits de l'homme inclusifs et démocratiques, et reconnaît les intérêts et les aspirations de tous les groupes de la société à un développement juste et équitable. Le Népal croit également en une approche intégrée de la démocratie, du développement et des droits de l'homme, qu'il considère comme des éléments essentiels de la société civilisée. Le Népal estime que tous les droits de l'homme sont universels, indissociables, interdépendants, intimement liés et se renforcent mutuellement, et méritent donc un traitement équilibré et une attention égale.
4. Le Népal considère que garantir des occasions de siéger au Conseil justes et équitables à tous les États intéressés permet à ceux-ci de contribuer davantage à la promotion universelle des droits de l'homme. Le Népal présente sa candidature au Conseil des droits de l'homme pour la première fois depuis la création de cet organe en 2006.
5. Le Népal entretient une collaboration constructive avec les mécanismes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme, ainsi qu'avec d'autres partenaires internationaux, pour la promotion et la protection des droits de l'homme. Le Népal était membre de la Commission des droits de l'homme pour les périodes 1995-2000 et 2004-2006, et a présidé la cinquante-sixième session de la Commission en 2000. Le Népal a également été membre du Bureau/Vice-Président de la Commission lors de sa cinquante-cinquième session en 1999.
6. À l'approche de la conclusion de son processus de paix historique, le Népal constitue un exemple réussi de transition d'un conflit armé à un ordre politique pacifique et démocratique. La promulgation de la nouvelle Constitution démocratique par l'Assemblée constituante élue en septembre 2015 marquait le début d'une nouvelle ère de paix et de consolidation de la démocratie au Népal. Dans le contexte de ces événements positifs dans le pays, le Népal est prêt à prendre des responsabilités importantes au sein des organes de l'Organisation des Nations Unies chargés des droits de l'homme.

II. Un engagement constructif au niveau international

7. L'engagement du Népal pour les droits de l'homme s'illustre par le nombre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il a souscrit à ce jour. Le Népal est un État partie à 24 conventions et protocoles internationaux relatifs aux droits de l'homme, dont sept des neuf instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme fondamentaux. Par rapport à son niveau de développement, ce nombre élevé d'adhésions à des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sort de l'ordinaire.

8. Les sept principales conventions auxquelles le Népal est un État partie sont le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention relative aux droits de l'enfant, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et la Convention relative aux droits des personnes handicapées.

9. Le Népal est également partie au Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort. L'abolition de la peine de mort au Népal a été institutionnalisée par la Constitution et par la loi.

10. Le Népal a ratifié 11 conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT), dont 7 des 8 conventions fondamentales. En 2007, le Népal est devenu partie à la Convention de 1989 relative aux peuples indigènes et tribaux (n° 169).

11. En outre, le Népal est un État partie à deux conventions de l'Association sud-asiatique de coopération régionale relatives aux droits de l'homme, à savoir la Convention pour la prévention et la lutte contre le trafic des femmes et des enfants à des fins de prostitution et la Convention relative à des arrangements régionaux pour la promotion du bien-être de l'enfant en Asie méridionale. Le Népal reste également impliqué dans la promotion des droits de l'homme au niveau régional. Il estime que l'extension dans le cadre régional des normes et pratiques relatives aux droits de l'homme internationalement reconnues aiderait à injecter des efforts collectifs dans la promotion des droits de l'homme.

12. Le Népal entretient toujours des rapports constructifs avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). En vertu d'un accord signé en 2005 entre le Népal et le HCDH, ce dernier a établi un bureau au Népal pour surveiller la situation des droits de l'homme dans le pays. Ce bureau a fonctionné jusqu'en 2011. Le Népal apprécie aujourd'hui encore le rôle joué par le bureau du HCDH au Népal dans le suivi de la situation des droits de l'homme dans le pays au cours de la difficile période de conflit armé et dans le soutien et l'assistance technique apportés pour renforcer les capacités des institutions nationales des droits de l'homme du pays.

13. Le Népal croit en une approche collaborative et coopérative pour résoudre les problèmes relatifs aux droits de l'homme. Il considère l'Examen périodique universel comme un outil novateur pour l'examen par les pairs et l'échange des meilleures pratiques dans le domaine des droits de l'homme.

14. Le Népal a terminé le deuxième examen de sa performance en matière de droits de l'homme au titre de l'Examen périodique universel l'année dernière. Sur un total de 195 recommandations reçues lors de l'Examen périodique universel en novembre 2015, le Népal en a accepté 152 et a pris note des autres. Le pays a pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre ces recommandations issues de

l'Examen périodique universel, ainsi que les observations faites par les organes conventionnels de l'ONU relatifs aux droits de l'homme suite à leur examen des rapports périodiques du pays.

15. Le Népal honore les obligations qui lui incombent de rendre des comptes, conformément aux traités internationaux relatifs aux droits de l'homme. Le deuxième rapport périodique du Népal présenté au titre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et son troisième rapport périodique au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ont été examinés par le Comité des droits de l'homme et le Comité des droits économiques, sociaux et culturels en mars 2014 et novembre 2014, respectivement. De même, le rapport périodique combiné du Népal comprenant du troisième au cinquième rapports au titre de la Convention relative aux droits de l'enfant et le rapport initial au titre du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, ont été examinés par le Comité des droits de l'enfant en mai 2016. Le Népal a soumis son rapport initial au titre de la Convention relative aux droits des personnes handicapées en août 2014. Son examen par le Comité des droits des personnes handicapées est prévu pour mars ou avril 2018. Le Népal a également soumis son rapport périodique le plus récent au titre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale en janvier 2017.

III. Dispositions constitutionnelles sur les droits de l'homme

16. La nouvelle Constitution démocratique du Népal, promulguée par l'Assemblée constituante élue et inclusive, comprend un ensemble complet de droits civils et politiques, ainsi que de droits économiques, sociaux et culturels. La Constitution garantit les libertés civiles et les libertés fondamentales, dans le respect des normes, valeurs et principes démocratiques universels. Elle garantit une démocratie inclusive, le pluralisme, l'état de droit, un système judiciaire indépendant, et les valeurs démocratiques d'une bonne gouvernance, d'un gouvernement représentatif et responsable, de la justice sociale et économique et des droits de l'homme universellement reconnus.

17. La Constitution népalaise garantit tous les droits de chaque personne, groupe et communauté, englobant les diverses spécificités ethniques, linguistiques, culturelles et géographiques du pays. Elle vise en outre à créer une société égalitaire sur la base des principes de l'inclusion et de la participation proportionnelles, afin de garantir des débouchés économiques équitables, une prospérité partagée et la justice sociale en mettant un terme aux discriminations fondées sur la classe sociale, l'origine ethnique ou régionale, la langue, la religion et le sexe. À cet effet, la Constitution garantit un système électoral mixte, une représentation inclusive des communautés marginalisées et défavorisées dans tous les organes de l'État, une discrimination positive et des dispositions spéciales concernant les droits des femmes, des dalits, des Madhesi, des populations autochtones, des Tharus, des musulmans, des personnes handicapées et des minorités.

18. De même, en vue d'autonomiser chaque groupe de la société, la Constitution prévoit la mise en place et le renforcement de diverses commissions constitutionnelles indépendantes telles que la Commission nationale des droits de l'homme, la Commission nationale des femmes, la Commission nationale des dalits, la Commission nationale pour l'inclusion, la Commission des populations autochtones et des nationalités, la Commission des Madhesi, la Commission des Tharus et la Commission musulmane nationale. Ces commissions sont habilitées à travailler exclusivement pour la promotion et la protection des droits, des intérêts et

du bien-être de ces communautés respectives et pour les intégrer dans le développement politique, économique et social du pays.

19. Des préparatifs sont en cours pour organiser des élections démocratiques aux niveaux provincial, fédéral et local, afin d'institutionnaliser le système fédéral de gouvernance démocratique, comme prévu dans la Constitution.

IV. Réalisations et résultats obtenus dans le domaine des droits de l'homme

Commission nationale des droits de l'homme

20. La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), créée comme un organe statutaire indépendant en 2000, est désormais un organe constitutionnel puissant, doté d'un mandat, de compétences et d'une indépendance en conséquence. La Commission est pleinement conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) et s'est vu attribuer le statut « A » par l'Alliance globale des institutions nationales des droits de l'homme. La Commission est chargée de garantir le respect, la promotion et la protection des droits de l'homme. Elle est compétente pour ouvrir des enquêtes sur des violations présumées des droits de l'homme, et peut recommander des mesures juridiques ou administratives contre les auteurs de ces violations. Elle surveille la situation générale des droits de l'homme dans le pays et peut recommander des mesures correctives si nécessaire. La loi de 2012 sur la Commission nationale des droits de l'homme affirme aussi pleinement les Principes de Paris et fournit une base juridique pour permettre à la Commission de fonctionner comme un puissant protecteur des droits de l'homme.

Système judiciaire indépendant et impartial

21. Le système judiciaire indépendant du Népal demeure le gardien de la Constitution et des droits de l'homme et des libertés consacrés dans la Constitution. L'appareil judiciaire népalais a maintenu son indépendance et son impartialité en toutes circonstances, et a prononcé des verdicts historiques en faveur de la protection des droits de l'homme fondamentaux de la population, notamment concernant l'égalité des droits de propriété pour les femmes, les droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées, les droits de l'enfant, la protection contre la détention arbitraire, la protection de l'environnement, le contrôle des abus de pouvoir, etc.

Mécanismes de justice transitionnelle

22. Entre 1996 et 2006, le Népal a traversé dix années de conflit armé, qui ont pris fin avec la signature d'un accord de paix global en 2006. L'examen des questions relatives aux droits de l'homme et au droit humanitaire pendant un conflit armé de nature politique est une tâche complexe. Le Népal a établi deux mécanismes de justice transitionnelle pour traiter les questions en suspens, à savoir la Commission vérité et réconciliation et la Commission d'enquête sur les disparitions forcées. Les deux Commissions travaillent conformément à leurs mandats. Pour le Gouvernement népalais, l'accomplissement des tâches liées à la justice transitionnelle renforce l'unicité du processus de paix du pays.

Égalité des sexes et autonomisation des femmes

23. Le Népal est déterminé à assurer l'égalité des sexes, et a pour cela adopté une approche basée sur les droits à l'émancipation sociale, économique et politique des

femmes. En mettant l'accent sur l'égalité des sexes et l'intégration d'une démarche antisexiste, la Constitution du Népal assure aux femmes des droits de filiation et des droits égaux concernant la famille. Elle garantit la représentation des femmes en leur réservant au moins un tiers des sièges au Parlement fédéral et dans les assemblées provinciales et au moins 40 % des sièges dans les collectivités locales. Dans chacune des chambres du Parlement, le poste de Président ou celui de Vice-Président doit être occupé par une femme. La Constitution garantit également que les postes de Président et de Vice-Président du pays soient occupés par des personnes de sexe différent ou de communautés différentes. Le niveau actuel de représentation des femmes au Parlement est impressionnant. Le Népal a réalisé des progrès impressionnants en matière d'autonomisation des femmes et de santé maternelle et infantile. Ces progrès sont visibles dans la parité des sexes dans la scolarisation et dans la plus grande proportion de femmes dans la fonction publique et de femmes propriétaires.

24. La mise en place de la Constitution a permis d'acquérir un bilan remarquable et rarement égalé dans le monde contemporain en matière d'autonomisation des femmes. Au moment de la rédaction du présent document, la Présidence, la Présidence de la Cour suprême (ce poste est aujourd'hui occupé par un homme) et la Présidence de la Chambre des représentants étaient toutes occupées par des femmes. Le Népal est extrêmement fier de ces réussites.

25. De même, des dispositions spéciales ont été apportées à la loi sur la fonction publique pour l'intégration des femmes au niveau de la prise de décisions et de la gestion des affaires publiques. La représentation inclusive des femmes a également augmenté dans l'armée et d'autres institutions de sécurité népalaises. La Constitution a élevé la Commission nationale des femmes au rang d'organe constitutionnel indépendant et puissant ayant pour mission de surveiller et de protéger les droits et les intérêts des femmes.

26. Le Népal met en œuvre le Programme d'action de Beijing et son plan d'action national relatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. En tant qu'État partie, le Népal soumet des rapports périodiques sur son application de la Convention. Grâce à des efforts concertés organisés par le Gouvernement pour protéger les droits civils et politiques ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels des femmes en investissant dans leur bien-être, des résultats impressionnants ont été obtenus en matière de réduction des taux de mortalité maternelle et infantile. Des progrès significatifs liés aux objectifs de développement durable ont également été enregistrés en matière de santé. Le Gouvernement est déterminé à poursuivre ses efforts pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Népal a adopté un plan d'action national sur les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) du Conseil de sécurité, qui sont mises en œuvre avec la participation active de toutes les parties prenantes, y compris au niveau local.

Gestion de la diversité et justice sociale

27. En tant que pays composé de diverses ethnies et populations autochtones, le Népal attache une grande importance à la protection des droits des populations autochtones. Il y a au Népal une importante diversité ethnique, et une partie importante de la population appartient à des groupes autochtones. La Constitution népalaise comprend des dispositions ambitieuses, concernant notamment la représentation proportionnelle des peuples autochtones, des femmes et des dalits et d'autres groupes dans toutes les structures de l'État. Les politiques publiques visent à élever les populations autochtones défavorisées du point de vue économique et social en formulant des dispositions spéciales en matière d'éducation, de santé, de

logement, de sécurité alimentaire et d'emploi. Le Népal a ratifié la Convention de l'OIT sur les peuples indigènes et tribaux en 2007 et demeure l'un des 22 pays (et le seul en Asie) à avoir ratifié cette convention.

Droits de l'enfant

28. Le Népal a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE) et également ses deux protocoles facultatifs concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Depuis le Sommet mondial pour les enfants en 1990, le Népal a accordé la plus haute priorité à la question du bien-être et de la protection des enfants. Conformément à ses obligations en matière de rapports, le Népal a présenté ses troisième à cinquième rapports périodiques au titre de la Convention ainsi que ses rapports initiaux au titre des deux Protocoles facultatifs, qui ont déjà été examinés par le Comité des droits de l'enfant.

Droit à l'information

29. Le Népal considère l'accès de ses citoyens à l'information comme un élément essentiel pour assurer une bonne gouvernance et un renforcement de la responsabilisation du Gouvernement envers le peuple. La Constitution garantit le droit à l'information comme un droit fondamental. Tout citoyen népalais a le droit de demander et d'obtenir des informations d'intérêt public. Le Népal a pris diverses mesures, notamment la promulgation de la loi sur le droit à l'information en 2007, qui a instauré une Commission nationale indépendante de l'information dans le but de protéger, de promouvoir et de garantir la mise en œuvre du droit à l'information et d'assurer la publicité active des travaux des entités publiques. Le développement de médias dynamiques et indépendants et une société civile active ont également contribué à l'exercice du droit à l'information.

Mise en œuvre du Plan d'action national pour les droits de l'homme

30. Depuis 2004, le Népal a mis en œuvre un plan d'action national complet dans le domaine des droits de l'homme. Cet effort national sincère de protection et de promotion de tous les droits de l'homme, notamment des droits économiques, sociaux et culturels, a contribué de manière positive à l'intégration des questions relatives aux droits de l'homme dans les politiques et plans nationaux de développement.

Le Népal et les opérations de maintien de la paix des Nations Unies

31. Le Népal reconnaît pleinement l'importance de la paix mondiale pour le développement durable, une prospérité inclusive et la jouissance de tous les droits de l'homme. Conformément à son engagement et à son adhésion à la Charte des Nations Unies, le Népal participe régulièrement aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et est l'un des pays fournissant le plus de contingents et de personnel de police.

32. La contribution du Népal depuis plus de 58 ans à cette noble cause qu'est la promotion de la paix et de la sécurité internationales sous le drapeau des Nations Unies a acquis une large reconnaissance internationale. Plus de 126 000 Casques bleus népalais ont participé à plus de 42 missions de maintien de la paix des Nations Unies dans le monde. Au moment de la rédaction du présent document, des Casques bleus népalais étaient affectés dans chacune des 16 missions de maintien de la paix des Nations Unies, avec 5 110 hommes et 161 femmes déployés, ce qui plaçait le Népal au sixième rang s'agissant des contingents. Au total, 73 Casques bleus népalais ont fait le sacrifice ultime pour la cause de la paix et de la sécurité

internationales alors qu'ils servaient sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies. Le Népal a toujours répondu positivement à l'appel de l'ONU pour une contribution militaire et reste pleinement attaché à la mise en œuvre des Principes de Kigali sur la protection des civils pendant les opérations de maintien de la paix.

V. Engagements pris volontairement

33. Dans ce contexte historique et conformément à notre attachement indéfectible à la promotion et à la protection des droits de l'homme, le Népal prend les engagements suivants :

Au niveau national

34. Le Népal :

a) Mobilisera les ressources au mieux de ses capacités en vue de la réalisation effective des droits fondamentaux énoncés dans la Constitution;

b) Appliquera conformément à leur esprit les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il est État partie, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme;

c) Poursuivra un programme de développement inclusif tout en tenant compte des intérêts et des aspirations de tous les groupes de la société, en accordant une attention particulière à la promesse de « ne pas faire de laissés-pour-compte » inscrite dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030;

d) Continuera de poursuivre l'objectif de quitter le groupe des pays les moins avancés pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire d'ici à 2030 malgré les dégâts et les contretemps considérables causés par les récents tremblements de terre;

e) Redoublera d'efforts pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et des textes issus d'autres grandes conférences internationales des Nations Unies et leur suivi;

f) Maintiendra son engagement à régler les cas de violations des droits de l'homme commis pendant la période de conflit et à rendre justice aux victimes, tout en promouvant une paix durable, l'harmonie et la réconciliation dans la société afin de rendre la paix durable et irréversible;

g) Assurera l'indépendance et la compétence de l'appareil judiciaire pour la protection des droits de l'homme;

h) Favorisera le développement et la diversification de médias libres et compétents qui puissent toucher toutes les couches de la société;

i) Créera un environnement propice à un partenariat collaboratif avec les défenseurs des droits de l'homme pour la promotion et la protection de ces droits dans le pays et qui permette aux défenseurs des droits de l'homme d'agir de manière indépendante;

j) Travaillera à renforcer et à consolider les capacités institutionnelles de la Commission d'enquête sur les abus de pouvoir, la Commission électorale, la Commission nationale des femmes et d'autres organes constitutionnels similaires

prévus par la Constitution pour garantir la bonne gouvernance, la démocratie, les droits de l'homme et l'état de droit;

k) Renforcera le rôle central de la Commission nationale des droits de l'homme dans la protection et la promotion des droits de l'homme, avec un mandat d'enquête indépendante sur les cas de violations des droits de l'homme ainsi que pour le suivi global de la situation des droits de l'homme;

l) Assurera le respect et la promotion du droit à la liberté d'expression et des autres libertés garanties par la Constitution;

m) Continuera de coopérer et de collaborer de façon constructive avec les procédures spéciales et les mécanismes du Conseil des droits de l'homme;

n) Renforcera ses moyens de s'acquitter de ses obligations en vertu des instruments internationaux des droits de l'homme auxquels il est État partie par la mise en œuvre efficace de programmes et de plans d'action nationaux pertinents;

o) Consolidera les programmes de renforcement des capacités et de formation dans le domaine des droits de l'homme pour les membres des forces de l'ordre, les juges, les procureurs, les avocats, les journalistes, les parlementaires et les médias;

p) Appliquera et respectera les recommandations acceptées durant l'Examen périodique universel;

q) Renforcera la collaboration entre le gouvernement et les organisations de la société civile pour la promotion et la protection des droits de l'homme pour tous;

r) Poursuivra les activités de reconstruction et de redressement afin que le pays se remette rapidement des effets dévastateurs des tremblements de terre de 2015.

Au niveau international

35. Le Népal :

a) Contribuera aux travaux du Conseil des droits de l'homme pour la promotion et la protection de ces droits et des libertés fondamentales de manière juste et équitable, sans distinction d'aucune sorte;

b) Continuera de soutenir les travaux du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) pour la réalisation de ses mandats;

c) Coopèrera avec toutes les parties prenantes pour promouvoir et protéger les droits de l'homme au niveau universel, notamment par le dialogue, l'échange de connaissances spécialisées, la coopération technique et les conseils, en partant du principe d'indivisibilité et d'indissociabilité de tous les droits de l'homme, notamment du droit au développement;

d) Adoptera une approche de partenariat et de collaboration pour la réalisation des droits de l'homme universels;

e) Maintiendra son soutien aux organismes spécialisés et aux programmes et fonds de l'ONU pouvant faciliter la promotion et la protection des droits de l'homme;

f) Participera activement aux initiatives et discussions mondiales sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans l'intérêt des plus nécessiteux. Le Népal poursuivra l'intégration du Programme 2030 dans son plan de développement et œuvrera à la réalisation des objectifs de

développement durable, notamment ceux liés à la promotion et à la protection des droits de l'homme.
